

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 328 ARGENTINE: ACCUSATIONS D'INFILTRATION COMMUNISTE  
DANS LES UNIVERSITÉS

En début août 1976, les autorités militaires du 5e Corps d'armée annonçaient l'arrestation de dix-sept professeurs de l'Université nationale du sud, de Bahia Blanca, accusés d'être les agents de l'infiltration communiste dans les milieux universitaires et secondaires; trente-cinq autres professeurs, déclarés en fuite, étaient victimes de la même accusation.

Au cours d'une conférence de presse sur le sujet, donnée le 4 août 1976, les autorités expliquaient que ces arrestations constituaient la première phase d'une opération destinée à s'en prendre non plus seulement aux "délinquants subversifs", mais surtout aux "idéologues" qui organisent ce nouveau type de délinquance.

Les étapes de la "marxisation" des universités argentines sont ainsi résumées par les autorités militaires: en 1968, une licence en économie à l'Université de Buenos-Aires est créée avec l'aide de professeurs français venus des Universités de Paris-Dauphine et de Grenoble; en 1973, c'est la création d'un cours d'économie politique, dont les professeurs sont liés à la 4<sup>e</sup> Internationale communiste qui se réunit à la Maison de l'Argentine de l'Université de Paris.

Ancien recteur de l'Université nationale du sud en 1970 et ancien ministre de l'éducation et de la culture de 1971 à 1973, M. Malek était également mis en cause par cette enquête sur "l'infiltration communiste dans les universités". Cela devait provoquer la mise au point, sous forme de lettre ouverte, du général Lanusse, ancien président de la République de l'époque. Celui-ci était alors arrêté pour manquement à la discipline militaire et mis aux arrêts de rigueur pour cinq jours.

Nous donnons ci-dessous le texte de l'exposé des motifs fait par le général Vilas, commandant-adjoint du 5e Corps d'armée, lors de sa conférence de presse du 4 août 1976; et le texte de la lettre ouverte du général Lanusse, du 5 août.

(Note DIAL)

1- DECLARATIONS DU GENERAL VILAS, LORS DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU  
4 AOUT 1976 A BAHIA BLANCA

Le problème que nous allons aborder aujourd'hui peut s'intituler: "L'infiltration idéologique et socio-culturelle". Il concerne les activités d'idéologues dont dix-sept viennent d'être arrêtés.

Comme l'a déclaré le général commandant en chef de l'Armée lors du banquet annuel des Forces armées: "Nous ne permettrons pas que l'action dissolvante et anti-nationale s'exerce dans la culture, dans les moyens d'information, dans l'économie, dans la politique et dans les associations professionnelles. Les gens qui se camouflent, nous les obligerons à sortir de leurs repaires. Aucun crime, aucune trahison ou aucun affront ne restera impuni."

En ma qualité de commandant de la sous-zone de défense 51, je vous ai conviés pour vous mettre au courant des résultats d'une enquête que nous avons menée. La lutte contre la subversion dans la sous-zone 51 a consisté jusqu'à maintenant à attaquer la partie visible qu'est le délinquant subversif, mais <sup>non</sup> l'idéologue qui fabrique, forme et encadre ce type nouveau de délinquance.

Les idéologues dont je parle sont formés durant de longues années d'instruction et d'endoctrinement. On choisit pour cela des hommes intelligents qui, préparés hors de nos frontières, reviennent ensuite dans le pays pour semer leurs idées dissolvantes et distribuer leurs fruits dans les universités argentines, pour ce qui nous concerne dans l'Université nationale du sud (UNS). En s'infiltrant dans tous les milieux, ces idéologues empoisonnent la jeunesse, depuis les campus universitaires jusqu'aux écoles secondaires. Si nous <sup>ne</sup> débusquons pas et ne détruisons pas cette machine à fabriquer des délinquants, l'infiltration sera totale. C'est ainsi que ces idéologues donnent leurs cours en les pétrissant d'idées étrangères au sentiment national, et qu'ils transforment l'université en usine à fabriquer des délinquants subversifs.

En conséquence, nous ne pouvons nous contenter seulement d'extirper, de supprimer ou d'éliminer le produit de ce processus d'infiltration; nous devons briser et réduire à néant la source même à laquelle se nourrit, se forme et s'endoctrine le délinquant subversif; et cette source, c'est l'université et l'école secondaire. Tant que nous ne serons pas parvenus à nettoyer les milieux enseignants, constitué aussi d'éléments brillants, et tant que les professeurs seront des hommes à la pensée et à l'idéologie du passé, nous ne pourrons pas triompher dans cette lutte pour laquelle nous sommes tous mobilisés.

Dans ses desseins, la gauche révolutionnaire ne rencontre aucun obstacle à ses efforts d'enrôlement idéologique d'une société dans sa globalité en vue de parvenir à ses fins. C'est ce qui s'est passé à Bahia Blanca, en particulier dans l'Université nationale du sud et dans ses écoles annexes. L'enquête menée à bien par le commissariat régional de Bahia Blanca de la Police fédérale argentine, sous contrôle opérationnel du commandement militaire de sous-zone, avec la collaboration incomparable de l'actuel délégué à l'intervention administrative dans l'Université nationale du sud, le capitaine de vaisseau Raúl González, et grâce aux bons soins du juge fédéral M. Guillermo Federico Madueño, cette enquête est allée jusqu'aux racines de ladite pénétration idéologique de la gauche révolutionnaire.

Avant l'exposé détaillé que vont faire ceux qui étaient plus spécialement chargés de mener l'enquête à terme, c'est-à-dire le commissaire Carlos Maria Baldovino et le commissaire adjoint Félix Alejandro Alais, il me semble nécessaire de préciser que c'est la première fois qu'une

enquête est systématiquement menée dans la région sur une telle affaire, je veux parler de l'origine de la prolifération des idéologues et de leur formation aboutissant aux délinquants subversifs.

Cela a été rendu possible par suite de la liberté et de l'impunité en vertu desquelles ces idéologues ont agi de façon sournoise, en surprenant la bonne foi de certains fonctionnaires, en profitant de l'incurie de quelques autres et en attaquant ainsi le peuple lui-même qui leur confiait ses fils pour une formation universitaire.

Ces tristes individus qui empoisonnent l'esprit de notre jeunesse, nous allons les démasquer ici et dès aujourd'hui.

2- LETTRE OUVERTE DU GENERAL LANUSSE, ANCIEN PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, AU GENERAL VILAS (5 août 1976)

Dans les trois quotidiens du soir qui paraissent à Buenos-Aires, il est fait état d'une conférence de presse que vous avez donnée et au cours de laquelle ont été formulées de graves accusations, en particulier contre M. Gustavo Malek, ancien recteur de l'Université nationale du sud et ancien ministre de l'éducation et de la culture sous le gouvernement des Forces armées jusqu'au 25 mai 1973. En plus des informations qui y étaient données, on laissait entendre que le recteur Gustavo Malek se serait réfugié à l'étranger.

Devant ce fait, en ma qualité d'ancien président de la République et en accord avec le jugement des plus hautes autorités du gouvernement militaire actuel selon lequel il importe, dans les circonstances que traverse actuellement le pays, de lever les équivoques qui pourraient nuire au renom de la Nation, voire mettre en doute le respect des droits de l'homme, je me vois dans l'obligation de vous inviter à réfléchir sur l'importance et les retombées possibles d'une telle information. Aussi, je propose à votre attention les points de vue suivants:

1) M. Gustavo Malek a été nommé recteur de l'Université nationale du sud en septembre 1970, et ministre de l'éducation et de la culture le 28 mai 1971, après consultation, dans les deux cas, des services de renseignement du commandement des Forces armées et du secrétariat d'Etat à l'information de l'époque, conformément aux dispositions alors en vigueur.

2) M. Gustavo Malek réside à Montevideo - R.O. d'U. - en qualité de chef de mission de l'UNESCO, au titre de la direction du Bureau régional de science et technologie pour l'Amérique latine et les Caraïbes de cet organisme international. Antérieurement, et ce à partir du 26 juin 1973 - dans l'impossibilité de remplir sa tâche professorale dans notre pays pour des raisons évidentes de changements politiques, par suite, précisément, de sa participation au gouvernement des Forces armées -, il se trouvait chargé de mission pour l'UNESCO à Bogotá, puis à Caracas jusqu'à sa récente affectation en Uruguay.

3) J'ignore quelles peuvent être les preuves existantes contre M. Gustavo Malek. Mais votre attitude, mon Général, sans doute involontaire, me porte à penser qu'elle pourrait laisser croire que vous vous arrogez des attributions que les lois en vigueur ne vous confèrent pas.

Nous savons tous dans l'Armée qu'il existe une tradition profondément enracinée et respectée: l'uniforme, le grade et le pouvoir que donne le maniement de la force, ne constituent nullement des privilèges spéciaux, mais ils imposent au contraire des obligations plus grandes. Dans la vie militaire, l'honneur et le sens des responsabilités sont des vertus essentielles que nous nous employons à maintenir avec un zèle tout particulier. Les civils font de même pour la défense de leur réputation.

Je me demande donc et je vous demande si le recteur Gustavo Malek - qui n'a pas hésité à répondre à l'appel du gouvernement des Forces armées - a eu la possibilité d'exercer le droit de défense et d'exposer ses raisons avant que l'opinion publique nationale et internationale ne prenne connaissance des imputations dont la presse fait état. Un membre des Forces armées a-t-il le droit d'empêcher un homme, un père de famille de sauvegarder son honneur, son sens des responsabilités et sa réputation?

4) Je n'ignore pas les dangers et les troubles que constituent les activités subversives, quelles que soient leurs motivations et quel qu'en soit le signe idéologique. Vous avez eu la possibilité de connaître cette réalité dans une mesure sans doute plus grande que beaucoup d'entre nous. N'êtes-vous pas d'accord avec moi pour reconnaître que ruiner les normes de respect et de considération envers les personnes, les familles et finalement la communauté, cela peut être un objectif primordial pour la délinquance subversive?

5) Ces réflexions ont un caractère public. C'est un fait que je n'ai pas voulu et que je n'aurais pas désiré s'il n'y avait eu le caractère particulier de la conférence de presse tenue à Bahia Blanca, et si je n'avais eu l'obligation, comme citoyen, d'apporter ma collaboration pour pallier les effets négatifs qu'elle a pu avoir sur les Forces armées dont j'ai eu, avec son mandat, l'honneur de présider le gouvernement.

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés de mentionner la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission paritaire de presse: n° 56249